



Reference: ICC-ASP/23/S/01

Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties présente ses compliments aux États et a l'honneur de se référer à la décision prise par l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, telle qu'indiquée dans la résolution ICC-ASP/22/Res.3 du 14 décembre 2023, de tenir sa vingt-troisième session à La Haye.

Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties a l'honneur d'annoncer que l'Assemblée des États Parties se réunira, aux fins de sa vingt-troisième session, du 2 au 7 décembre 2024, à La Haye, et d'inviter les États Parties au Statut à participer à la vingt-troisième session.

Les pouvoirs des représentants et les noms des suppléants et des conseillers doivent être communiqués d'ici le 29 novembre 2024 au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties sis à l'adresse suivante : Cour pénale internationale, Bureau A.00.49, Oude Waalsdorperweg 10, 2597 AK La Haye (Pays-Bas). À compter du 2 décembre 2024, les pouvoirs devront être présentés directement au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, à l'endroit où se déroulera la session, vingt-quatre heures au plus tard, si possible, après l'ouverture de la session.

Le Secrétariat a également l'honneur d'inviter les autres États signataires du Statut ou de l'Acte final à prendre part à la vingt-troisième session en qualité d'observateurs.

En outre, le Secrétariat souhaite appeler l'attention sur l'article 94 du Règlement intérieur de l'Assemblée des États Parties, adopté par celle-ci le 3 septembre 2002, qui prévoit ce qui suit:

«Au début de chaque session de l'Assemblée, le Président peut, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée, inviter un État non partie n'ayant pas le statut d'observateur à désigner un représentant pour assister aux travaux de l'Assemblée. Le représentant ainsi désigné peut être autorisé par l'Assemblée à faire une déclaration orale.»

La Haye, le 22 janvier 2024

